

II La Séparation de la Politique et de l'Etat

Il fut un temps où pratiquement tous les Etats imposaient une religion officielle propre à tous leurs sujets. Ceux qui ne s'y conformaient pas risquaient de graves persécutions, que ce soit l'exil, l'emprisonnement, la torture ou la peine de mort.¹ Le chaos social consécutif aux efforts pour imposer une religion uniforme a poussé certains penseurs à réfléchir aux notions de « liberté de culte » et de « séparation de l'église et de l'Etat. » L'Amérique a été l'une des premières nations à institutionnaliser de telles idées. De nos jours, pratiquement toutes les religions du monde sont présentes aux Etats-Unis, et la majorité d'entre elle s'organise sans persécution de l'Etat la plupart du temps. Il est vrai que des zones floues de polémique demeurent, comme les controverses sur la présence de signes religieux sur la propriété de l'Etat, mentionnée plus haut. Ceci dit, la plupart des gens s'entendent sur le fait que le pluralisme religieux est préférable à l'absolutisme théocratique des époques précédentes.

L'anarchisme bien compris applique le même principe à la politique. De même que les libéraux classiques François Voltaire et Thomas Jefferson souhaitaient séparer la religion et l'Etat, on pourrait dire que l'anarchisme traditionnel vise à séparer la politique et l'Etat. Au lieu d'un système politique uniforme imposé par la force à tous les citoyens, l'anarchisme permet aux groupes et aux individus de former leurs propres systèmes volontaires selon leurs propres besoins. Le théoricien national-anarchiste David Michael explique que le contenu de ces systèmes (« associations » ou « communautés », selon le nom qu'on veut leur donner) pourrait être très diversifié et inclurait des communautés nationalistes, communistes, chrétiennes, islamiques ou autres.² On pourrait penser avec raison que l'anarchisme est une forme de méta-système capable d'accepter toutes sortes de sous-systèmes politiques, économiques ou culturels. L'anarchisme offre certains outils politiques – l'autonomie individuelle, l'association volontaire, l'aide mutuelle, la fédération libre, la décentralisation radicale et la souveraineté des communautés – qui donnent aux divers groupes sociaux les moyens de parvenir à l'autodétermination.

Un anarchiste devrait se méfier des théories téléologiques de la société, qui considèrent cette dernière comme évoluant vers un but prédéterminé ou inévitable. C'est bien sûr une caractéristique connue des vues marxistes sur l'évolution sociopolitique et, de fait, de bien des pensées progressistes qui prennent racine dans la métaphysique hégélienne. Quoiqu'il en soit, il est possible d'établir avec certitude certaines prédictions élémentaires à propos des caractéristiques d'un ordre social anarchiste.

La théorie qui le fonde comporte certaines implications en matière d'économie, de loi, d'avenir du système des Etats-Nations prédominant depuis cinq siècles, et dans tout un ensemble de domaines socioculturels et démographiques. La priorité de la réalisation du programme anarchiste serait de mettre fin à l'universalisme. Sur ce point précis, beaucoup de militants, particulièrement chez les gauchistes progressistes, et à un moindre degré chez les écoles libertaires, se plantent complètement. La victoire de l'anarchisme coïnciderait, par sa nature même, avec le triomphe du particularisme. L'absence de centralisme renforcerait

¹ Lire le classique de Stefan Zweig « *Castellion contre Calvin* »

² « National Anarchist FAQ », <http://www.nationalanarchist.com/faq.html>

naturellement les liens des individus avec les entités régionales et locales, la famille, l'ethnie, la religion, la culture ou la langue.³

Il ne serait plus possible, par conséquent, de cornaquer des individus disparates en un troupeau sans identité, à la merci des prédatons de toutes les ingénieries sociales aberrantes qui viendraient à l'idée du dernier gang de loubars parvenu au pouvoir. On verrait alors fleurir l'attachement particulariste, qui constitue un rempart vital contre de tels projets. Une myriade de communautés prospères émergerait, chacune possédant ses propres fondements idéologiques, culturels et économiques, enracinés organiquement dans les aspirations et les normes mises en place par leurs membres. C'est ainsi que serait rendue obsolète la mascarade de la démocratie de masse, qui provoque l'affrontement de tous les intérêts sectoriels et qui les rassemble dans des partis hiérarchiques qui divisent pour mieux régner, sous la direction d'élites voraces et déracinées.⁴

Le triomphe de l'anarchisme philosophique comme méta-système sociopolitique signifierait aussi la victoire simultanée d'une énorme variété de sous-systèmes. Le régime libéral et néo-conservateur, collaborant avec la gauche réactionnaire, n'offre au nom des lois de l'Etat total qu'une diversité bidon et des platitudes « progressistes » (l'Egalité, la Justice sociale, l'Humanité) ou « traditionnelles » (Dieu, la Famille, la Patrie). L'anarchisme victorieux leur substituerait un pluralisme authentique, offrant non seulement une diversité réelle en matière de culture, de religion et d'ethnicité, mais encore dans le domaine politique et idéologique.

Si le cœur de l'idéal anarchiste est un ordre social où des individus autonomes choisissent volontairement les institutions, communautés ou associations qui conviennent le mieux à leurs besoins ou désirs, alors toute la panoplie des factions dissidentes trouve son intérêt dans sa victoire. Les ennemis de la classe dirigeante internationale et son Nouvel Ordre Mondial envahissant, comprennent les disciples des enseignements de Karl Marx, Murray Rothbard, Oussama ben Laden, John Zerzan, Edouard Limonov, Saddam Hussein, Emilio Zapata, Bo Gritz, Israel Shamir, Mouamar Khadafi, Mao Tse-Toung, Noam Chomsky, Russell Means, R. J. Rushdooney, Michael Bakounine, Adolphe Hitler, Anton Szandar LaVey, Elijah Muhammed, Julius Evola, Michael Oakeshott, Che Guevara, Edmund Burke, Lénine, Hillaire Belloc, Thomas d'Aquin, Michel Foucault, Barry Goldwater et bien d'autres.⁵ Une telle quantité de variétés de dissidents pourrait être perçue comme une sorte de « diversité sous stéroïdes ». Avec la désintégration du pouvoir centralisé, toutes ces communautés dissidentes (et d'autres encore) auraient de plus grandes opportunités d'accéder à l'autodétermination.

³ C'est un point que Hans Hoppe développe largement dans « Democracy: The God That Failed »

⁴ Hoppe, op.cit.

⁵ Il va de soi que quelqu'un, quelque part, va utiliser ce paragraphe comme preuve que je soutiens les idées particulières de tous les personnages cités. Rien ne peut être plus faux. J'essaie simplement de décrire la réalité au plus près. L'élimination d'une structure de pouvoir, en l'occurrence le Nouvel Ordre Mondial, entraîne automatiquement le remplissage du vide laissé par les groupes d'opposition qui sont le mieux organisés. Je crois qu'une société influencée par les idées anarchistes constituerait un rassemblement de systèmes sociaux décentralisés, couvrant tout le spectre culturel, idéologique, ethnique et religieux, et mettant en présence des systèmes politiques et économiques extrêmement divergents. Par conséquent, des communautés anarcho-communistes, mutualistes, syndicalistes, objectivistes, maoïstes, néo-nazies et baasistes pourraient toutes exister dans le cadre d'un large système décentralisé.

Certaines factions anarchistes, surtout celles de gauche, vont certainement dénoncer le caractère « autoritaire », « réactionnaire » ou allez savoir quoi, du programme ci-dessus. Il y en a qui prétendent dans le milieu qu'un « véritable » anarchiste doit aussi refuser toute « hiérarchie », toute « autorité », voire toute « organisation » et toute « structure » de n'importe quelle sorte. On peut certainement se dire anarchiste et se déclarer contre toutes ces choses, mais on peut douter qu'une communauté de tels anarchistes serait très productive ou existerait bien longtemps. En outre, cette exigence de rejet de la hiérarchie et de l'autorité, censée être propre à l'anarchisme, ne fait que trahir son idéal authentique de volontarisme (il faut évidemment distinguer les hiérarchies ou les autorités naturelles et artificielles).

Si je choisis de rejoindre un monastère bouddhiste tibétain et de supporter la rigueur de son mode de vie, n'est-ce pas dictatorial de la part d'un anarchiste de dénoncer mon choix ? Si quelqu'un, comme John Walker Lindh⁶, décide d'adopter l'ascèse des Talibans, qui peut attaquer son choix, surtout un anarchiste ? Qui est le plus autoritaire : une communauté nazie au sommet d'une montagne, dont les membres choisissent volontairement leur style de vie, ou un Etat « démocratique » massif et centraliste, qui cherche à imposer à toute la société les valeurs étriquées d'une élite égoïste ?

On peut être presque certain qu'un monde dominé politiquement par les idéaux anarchistes produirait beaucoup, beaucoup de communautés autres que les communautés vaguement « conservatrices » décrites ici. Il pourrait aussi y avoir des communautés homosexuelles florissantes, voire des communautés où les homosexuels constitueraient une classe sociale privilégiées, du type que Foucault a imaginé un jour.⁷ On pourrait aussi imaginer des associations et des communautés puritaines qui ridiculiserait Calvin ou Khomeiny, ou des regroupements de libertins dont la base économique comprendrait le trafic de drogue, d'alcool et de pornographie, des jeux de hasard, des combats de coqs, de gladiateurs ou n'importe quoi du genre. Bien sûr, cela n'implique pas que tous les systèmes de valeurs sont également « vrais », fondés ou susceptibles de produire des résultats semblables ou désirables. Certaines associations d'un monde anarchistes représenteraient d'authentiques progrès humains, d'autres seraient des trous à rats d'une incomparable atrocité. C'est cela, une véritable liberté et une véritable diversité. Les individus autant que les communautés doivent être libres de réussir ou d'échouer selon leur propre responsabilité.

III

Les Implications Economiques de l'Anarchisme

Il importe de bien comprendre les implications économiques d'un tel ordre politique décentralisé et pluraliste, ne serait-ce que pour clarifier les confusions illimitées qui sont souvent apparues entre anarchistes concernant les questions d'économie. Tout au long de la riche histoire de la pensée anarchiste, ces questions ont été traitées par la tradition « individualiste » et « socialiste ». Le spectre de la pensée économique comprend l'école

⁶ *NdT* : un citoyen américain, combattant du côté des Talibans en Afghanistan et capturé par les troupes d'invasion en 2001. Pour plus d'informations : http://en.wikipedia.org/wiki/John_Walker_Lindh

⁷ J'ai lu un jour une interview de Foucault où il remettait en question la légitimité de l'analyse marxiste des homosexuels en tant que classe sociale de l'ordre bourgeois. Il a ensuite décrit une forme de société où les homos pourraient constituer une classe à part entière, mais de façon bien plus élaborée si je me souviens bien. Malheureusement, je n'ai pas trouvé une transcription de cet interview pour en donner une référence ici.

« anarcho-capitaliste » d'un côté, et l'école « anarcho-communiste » de l'autre. Toutes deux préfèrent agir comme si les autres étaient des hérétiques à excommunier, même symboliquement. Pourtant, les interprétations ou applications « socialistes » et « communistes » de l'anarchisme ne sont pas incompatibles avec celles des variantes « capitalistes » ou « individualistes ».

La pensée anarchiste libertaire-individualiste-capitaliste se considère volontiers comme l'héritière légitime du libéralisme classique d'Adam Smith ou de Mills. Pourtant, comme Noam Chomsky le remarque, les anciens libéraux partageaient beaucoup de critiques de l'Etat bourgeois soulevées par les socialistes classiques.⁸ Par conséquent, Chomsky considère l'anarchisme socialiste traditionnel (ou « socialisme libertaire ») comme la succession logique du libéralisme classique. De l'autre côté du spectre, le parrain de l'anarcho-capitalisme, Murray Rothbard, a exprimé de la sympathie pour bien des critiques du capitalisme d'Etat, articulées par les socialistes classiques dont Marx et Bakounine. Mais il les a attaqués pour avoir rejeté la responsabilité de l'exploitation inhérente au capitalisme d'Etat, sur le Marché plutôt que sur l'Etat lui-même. Pour Rothbard, l'erreur principale du socialisme traditionnel était son effort d'accomplir ses projets par les méthodes réactionnaires de l'étatisme et du militarisme.⁹

Clairement, les tendances économiques opposées au sein de la pensée anarchiste ont un sérieux besoin de réconciliation. Par chance, le travail de Kevin Carson dans le domaine économique leur en donne le moyen. Se basant tant sur la tradition marxiste qu'autrichienne, Carson démontre que ceux qui critiquent les socialistes pour leur rejet intégral du Marché ont raison de le faire.¹⁰ Après tout, l'échange volontaire de biens, de services et de travail sur le marché ne pose pas de problème en soi, du moins dans une perspective anarchiste. En effet, l'échange volontaire est la pierre angulaire des relations sociales anarchistes. Les socialistes anti-marché ont jeté le bébé avec l'eau du bain. Pourtant, les penseurs anti-étatistes et pro-marché ont souvent eu de la peine à comprendre que la source de la véritable exploitation de classe provient de l'intervention de l'Etat. Le problème central, c'est que les observateurs hostiles autant que ceux qui sont favorables au marché considèrent l'actuel système de capitalisme étatique international comme un vrai marché libre. La tendance de « gauche » déteste cette situation tandis que la tendance de « droite » la plébiscite. Pourtant, un marché véritablement libre entraînerait des arrangements institutionnels très largement différents de ceux qui existent de nos jours.

La mort du paradigme de la démocratie libérale et son remplacement par l'anarchisme philosophique donnerait évidemment naissance à un tout nouveau paradigme économique, remplaçant l'actuel capitalisme d'Etat. La démocratie libérale et le capitalisme étatique sont considérés par quasiment tous les penseurs politiques officiels comme naturellement complémentaires. On entend souvent parler de la « démocratie capitaliste » ou de « capitalisme démocratique » comme une espèce d'idéal aux yeux des idéologues du Régime, surtout parmi les néo-conservateurs (qui d'autre !). D'un côté, il n'est pas exactement vrai que capitalisme d'Etat et démocratie libérale sont des compléments naturels, du fait que le premier

⁸ Noam Chomsky, entrevue avec David Barsamian, « Secrets, Lies and Democracy », p. 17-18.

⁹ Murray N. Rothbard, « Left and Right: Prospects for Liberty », sur <http://www.lewrockwell.com/rothbard/rothbard33.html>

¹⁰ « Austrian and Marxist Theories of Monopoly Capital: A Mutualist Synthesis », par Kevin Carson, sur http://kevin_carson.tripod.com/mutualistnetresourcesandinformationonmutualistanarchism/id10.html

a précédé la seconde, ainsi que la démocratie de masse. Carson, suivant les vues de Marx et de Rothbard, explique comment l'aristocratie féodale sur le déclin à la fin du Moyen-Âge a cherché à contrer sa mauvaise fortune en se transformant en une classe de capitalistes bourgeois, par le biais de l'intervention mercantiliste de l'Etat, pour préserver la concentration de la richesse.¹¹ De là est né le paradigme du capitalisme d'Etat, qui a fini par dominer toutes les nations industrialisées.

Pourtant, il est vrai que la démocratie libérale est arrivée au pouvoir largement grâce aux efforts de la classe marchande, une classe moyenne au sens traditionnel européen, qui refusait de partager le pouvoir avec la monarchie, l'église, la noblesse terrienne et autres vestiges de l'ère féodale. La démocratie libérale a donc pris la forme d'un régime de masse pour justifier l'expansion de l'Etat, nécessaire à corrompre et pacifier les groupes de pouvoir émergents (les intellectuels, les chefs syndicaux, les lobbyistes), qui ont fini par rejoindre cette Nouvelle Classe élitiste dont George Orwell et James Burnham ont donné des analyses pénétrantes.¹² A l'heure actuelle, les élites du capitalisme étatique et de l'Etat-Providence¹³ (autrement dit la démocratie libérale) se sont largement mélangées pour former une classe dirigeante étatiste et corporatiste. Elle a pris le pouvoir dans toutes les nations développées et elle se reconstitue actuellement au niveau international sous la forme du Nouvel Ordre Mondial.

Les théories conventionnelles de l'économie politique représentent typiquement le monde du business et l'Etat-Providence comme des adversaires naturels. La « Gauche » chante les louages de l'Etat en tant que protecteur du pauvre citoyen contre la rapacité des corporations, et la « Droite » soutient le principe de la corporation, défense contre la rapacité des bureaucrates gouvernementaux.¹⁴ Pourtant, le système corporatiste actuel ne pourrait pas exister sans les faveurs de l'Etat : subsides, infrastructures, financement centralisé, monopole étatique de la production de devises, contrats, exonérations, garanties, interventions militaires, brevets, règlementations complaisantes, protectionnisme, responsabilité limitée etc. De même, le processus législatif et la hiérarchie exécutive prennent en considération les intérêts corporatistes qui financent le système électoral et remplissent les rangs de la bureaucratie, de l'armée, des Affaires Etrangères et du « commerce international ». Le passage de Condoleezza Rice de Chevron au Conseil National de Sécurité n'est pas une simple coïncidence. L'amalgame entre le « Big Business » et l'Etat-providence, renforcé jusqu'au niveau international, représente une centralisation de la richesse et du pouvoir d'un tel degré qu'elle met en péril l'avenir de l'humanité toute entière.

Quelle sorte d'ordre économique accompagnerait la victoire politique de l'anarchisme ? Une décentralisation économique suivrait naturellement la décentralisation politique. Si les Etats-Nations bureaucratiques massifs incorporés dans le Nouvel Ordre Mondial s'effondrent et disparaissent, les entités corporatistes étayées et protégées par ces Etats s'évanouiraient

¹¹ Carson, « The Iron Fist Behind the Invisible Hand », sur http://flag.blackened.net/daver/anarchism/iron_fist.html

¹² Carson, « The New Class' Will to Power », sur <http://www.mutualist.org/id7.html>

¹³ *NdT* : Le texte original utilise l'expression bizarre de « welfare-warfare state », littéralement l'Etat-Providence-Guerrier. J'ai préféré ne pas la reproduire telle quelle, n'étant pas sûr qu'il s'agisse d'autre chose que d'une *private joke* propre au milieu politique fréquenté par l'auteur.

¹⁴ Keith Preston, "Reply to Brian Oliver Sheppard's 'Anarchism Vs. Right-Wing Anti-Statism' ", sur <http://www.attackthesystem.com/reply.html>

également. De la dissolution du pouvoir politique centralisé résulterait la souveraineté et l'autodétermination des communautés et des associations, et ces entités pourraient alors développer leurs propres identités économiques. Les ressources de toutes sortes, de la terre aux installations industrielles en passant par la technologie de pointe, reviendraient aux communautés et aux organisations populaires, qui s'organiseraient sans doute en une multitude d'institutions économiques. On peut s'attendre à ce que les travailleurs jouent un rôle dirigeant bien plus important dans la formation des économies futures, du fait que leur accès aux ressources et au pouvoir de négociation s'accroîtrait grandement, au niveau individuel et collectif. On observerait alors un ordre économique où les entreprises basées sur les intérêts des travailleurs remplaceraient la corporation capitaliste en tant que mode dominant d'organisation économique.¹⁵

La disparition des Etats bureaucratiques massifs entraînerait aussi une plus grande fluidité et un meilleur dynamisme du marché, qui se traduiraient par une plus grande efficacité, des innovations plus rapides et, sur le long terme, une élévation du niveau de vie général dans un contexte d'une distribution plus équitable de la richesse générale. Les arrangements économiques pourraient inclure des entreprises dirigées par leurs ouvriers, une prolifération de coopératives ou de commerces familiaux, des banques mutualistes comme celles imaginées par Greene, Proudhon et Tucker, des organisations communales sur le modèle des théories de Kropotkine (et mises en pratique, à un certain niveau, par les Kibboutzim en Israël), des entreprises fonctionnant en partenariat entre travailleurs et dirigeants, ou administrées par des syndicats ou des conseils ouvriers, comme l'ont envisagé les traditions anarcho-syndicalistes, socialistes, distributistes ou soviétiques. Les coopératives de Mondragon en Espagne¹⁶ ont remporté certains succès dans ce domaine.¹⁷ Bien entendu, si un groupe de travailleurs ou d'entrepreneurs voulaient s'organiser en une formation géante et hiérarchique, semblable au modèle corporatiste traditionnel, ils en auraient parfaitement le droit. De plus, il y aurait certainement une augmentation du nombre des petites et moyennes entreprises de nature individuelle : fermiers, artisans et indépendants.

La culture propre aux régions ou aux communautés donnerait leur forme aux nouvelles dispositions économiques. La terre serait travaillée en communauté, comme en Afrique centrale, où il existe encore de fortes traditions de propriété communale. Des marchés ouverts abonderaient dans les régions où existeraient des précédents culturels en la matière. Il pourrait aussi y avoir des industries ou des entreprises gérées par les municipalités, comme c'est parfois le cas avec des partis politiques et leurs membres : des communautés dirigées par un parti Communiste Révolutionnaire ou National-Socialiste pourraient posséder leurs propres usines ou fermes collectives, dont les adhérents fourniraient la force de travail. D'autres communautés encore pourraient mettre en place une organisation économique inspirées des enseignements de Gandhi ou Kadhafi.¹⁸

¹⁵ « What Would An Anarcho-Socialist Economy Look Like? », par Keith Preston, sur <http://www.attackthesystem.com/economy.html>

¹⁶ *NdT* : voir le site de la coopérative pour plus d'informations : <http://www.mcc.es/fra/index.asp>

¹⁷ « Making Mondragon: The Growth and Dynamics of the Worker Cooperative Complex », par William Foote Whyte et Kathleen King Whyte, ILR Press. « We Build the Road as We Travel », par Roy Morrison, Glad Day Books, 1999.

Kevin Carson nous donne une description de ce qu'un ordre économique post-capitalisme étatique pourrait être :

« 1) une économie d'artisans et de fermiers indépendants, de coopératives de petits producteurs et de grandes entreprises contrôlées par leurs ouvriers, toutes en relation avec les autres sur un marché libre ;

2) un système monétaire basé sur l'échange ou sur des banques mutuelles, où les producteurs s'associent pour transformer leurs produits en capitaux et en crédits sans devoir subir l'usure des monopoles bancaires ;

3) un système de possession de la terre basée sur l'occupation et l'usage (...);

4) un gouvernement basé uniquement sur l'association libre, sans coercition à l'encontre des non-agresseurs. Ceci implique que toutes les dépenses sont couvertes par des cotisations des usagers et des membres. Ce que j'envisage... est un gouvernement local, sans impôts obligatoire ni obligation de consommation de ses services. »¹⁹

Une vision à la fois idéaliste et réaliste : l'analyse économique globale et les objectifs de Carson réconcilient les traditions Autrichienne et marxistes, anti-étatiques de droite et de gauche, libérale et socialistes classiques. Bien sûr, on peut s'attendre à bien des variations sur ce thème général, comme on l'a déjà dit plus haut. Par exemple, diverses sortes de communautés pourraient définir à leur façon ce qu'est une propriété « juste » et son « bon » usage, et la structure des institutions politiques locales pourrait également varier grandement. L'effondrement du Nouvel Ordre Mondial et des bureaucraties sociales-démocrates qui gouvernent ses plus importantes provinces mènerait inévitablement au pouvoir local bien des éléments politiques ou culturels qui déplaisent aux élites libérales qui dominent le monde, et à ceux qui singent leurs valeurs.

Par exemple, la disparition des Etats-Nations en Europe provoquerait sans doute la prolifération d'un large assortiment de communautés affirmant leur identité, et d'enclaves dirigées par des communistes, des nationalistes, des monarchistes, des racialisés, des traditionalistes catholiques ou orthodoxes, des fondamentalistes islamistes, des néo-nazis, des seigneurs de guerre ou des gangs de criminels très ordinaires. De même, la fin de l'impérialisme anglo-sioniste au Moyen-Orient mènerait certainement à l'élimination des régimes actuels et de leurs frontières nationales, celles-ci n'étant jamais qu'une relique des impérialismes précédents. Toutefois, il est douteux que les institutions sociopolitiques qui suivraient soient d'une nature particulièrement « progressiste », du moins au sens occidental du terme. On a déjà pu remarquer la gêne des néo-conservateurs, quand ils ont compris que les citoyens d'Irak préféreraient un ayatollah à un Tony Blair.

¹⁸ « Le Livre Vert », Mouammar Kadhafi (http://www.qadhafi.org/the_green_book.html). « Ghandi's Swadeshi: The Economics of Permanence », par Satish Kumar (<http://squat.net/caravan/ICC-en/Krrs-en/ghandi-econ-en.htm>)

¹⁹ Kevin Carson, « The Left Libertarian Vision of the Good Society », lu sur le Forum de la Gauche Libertaire : <http://groups.yahoo.com/group/LeftLibertarian/message/6821>

De même, la décentralisation économique entraînerait une régénération des valeurs communautariennes qui ont été supprimées par les forces du corporatisme global et leur éthique matérialiste et consumériste. Il faut noter que la mort des bureaucraties gargantuesques et du système capitalisme étatique international provoquerait certes le plus grand dynamisme économique recherché par beaucoup de libertaires pro-marché. Mais à l'inverse, l'absence d'entités corporatistes puissantes aurait pour conséquence l'émergence d'institutions économiques beaucoup plus enracinées dans les cultures locales et régionales, et donc bien plus ancrées dans les valeurs et les normes de ces cultures. De plus, la dispersion des ressources économiques qu'implique leur décentralisation offrirait de plus nombreuses occasions d'autodétermination et d'autosuffisance pour le néo-prolétariat et permettrait aux classes traditionnellement défavorisées d'obtenir les moyens de leur propre émancipation.